

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 14 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Contrôle inopiné du 10 octobre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SENALIA UNION**

26 PRESQU'ÎLE ELIE  
76100 Rouen

Références : UDRD.2025.10.R.16  
Code AIOT : 0005801548

### **1) Contexte**

Le 10 octobre 2025, l'inspection des installations classées a réalisé un contrôle inopiné des silos portuaires implantés sur la Presqu'île Elie, à Rouen, et exploités par la société SENALIA UNION, dont le siège social est établi au 1, rue Berthe Morisot Le 109 76100 Rouen. Le présent rapport rend compte de ce contrôle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle avait pour objet d'apprécier les conditions d'exploitation des installations au chargement d'un navire.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SENALIA UNION
- 1, rue Berthe Morisot Le 109 76100 Rouen
- Code AIOT : 0005801548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Activité : silo portuaire de stockage de céréales.

## Thèmes de l'inspection :

- Conformité des installations électriques
- ATEX
- Risque incendie
- Vieillessement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                            |
|----|--|--|
| 1  | Nettoyage                                | Article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 |
| 2  | Conformité des installations électriques | Article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004  |
| 3  | Moyens de défense contre l'incendie      | Article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné du 10 octobre 2025 intervenait dans le cadre de la vérification par sondage des conditions d'exploitation des installations au cours d'un chargement du navire depuis le silo E2 implanté sur la Presqu'île Elie, à Rouen.

Ce contrôle inopiné n'a pas mis en évidence de non-conformité réglementaire, et a permis de constater un entretien assez satisfaisant des installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nettoyage

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004  |
| <b>Thèmes :</b> risques accidentels, accumulation de poussières  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.<br>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors du contrôle inopiné du 10 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que qu'un navire était en cours de chargement depuis le silo E2.  |

Au droit de la cale du navire, le chargement s'effectuait à l'aide d'un des portiques « NEUERO » du site, sans émissions de poussières notables.

En galerie sous-cellules du silo E2, pour la vidange des cellules, le fonctionnement du convoyeur à bande de reprise ne s'accompagnait pas d'émissions de poussières notables (sur ce point, l'exploitant a détaillé les modalités de suivi de l'étanchéité des bavettes du convoyeur, et les opérations de maintenance associées), et aucun bruit susceptible d'évoquer le dysfonctionnement d'un rouleau n'était audible.

Toutefois, quelques dépôts de poussières et résidus de céréales étaient visibles sur le carter de protection du convoyeur à bande de reprise côté Nord (TBR3), ainsi qu'au sol, à proximité du convoyeur, au niveau des trappes de soutirage en pied de cellules, et au droit de l'un des as de carreaux.

En galerie sur-cellules du silo E2, les convoyeurs étaient à l'arrêt (absence d'ensilage lors du contrôle), avec présence de quelques dépôts de grains à proximité des trappes et du chariot d'ensilage. L'exploitant a précisé que des déversements de céréales pouvaient survenir lorsque le chariot d'ensilage n'était pas parfaitement aligné à la verticale des trappes (présence de capteurs pour positionner le chariot, réglages mécaniques susceptibles de « jeu » avec le temps).

L'inspection des installations classées a également constaté la présence d'un joint au niveau d'un joint de dilatation de la dalle en béton de la galerie sur-cellules, espacement pouvant expliquer les résidus constatés en galerie sous-cellules au droit de l'un des as de carreaux. Sur ce point, l'exploitant a indiqué qu'un comblement serait effectué (possiblement à l'aide d'un « joint en T »). Cet élément pourra faire l'objet d'un nouveau contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le registre de suivi quotidien des interventions de nettoyage. En l'occurrence, le sous-traitant chargé du nettoyage intervient sur les zones signalées par le chef du silo, à l'issue de sa ronde régulière, et consigne son opération dans le registre, mention contresignée par le chef de silo. Il a ainsi pu être relevé que le nettoyage complet des galeries sous-cellules et sur-cellules du silo E2 avait été effectué le vendredi de la semaine 40 (soit le vendredi 3 octobre 2025, une semaine avant le contrôle objet du présent rapport). L'exploitant a également précisé que le nettoyage de la zone intermédiaire entre les deux convoyeurs à bande de la galerie sur-cellules nécessitait l'ouverture d'une porte munie d'asservissements de sécurité (constat fait en galerie sur-cellules), qui arrêtent les convoyeurs et l'ensemble du circuit d'ensilage ; de fait, l'intervention doit être préparée en cohérence avec l'exploitation.

En complément, par courrier électronique du 13 octobre 2025, l'exploitant a transmis des photographies des galeries sur-cellules et sous-cellules dûment nettoyées, conformément à la requête formulée par l'inspection des installations classées lors du contrôle inopiné.

**Type de suites proposées :** sans suite

## N° 2 : Conformité des installations électriques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004  |
| <b>Thèmes :</b> risques accidentels, contrôle périodique  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</li></ul> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li></ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Au cours du contrôle inopiné du 10 octobre 2025, l'inspection des installations classées a consulté, par sondage, le rapport de vérification de la conformité des installations électriques du silo E2 au titre de la réglementation ICPE, établi par un organisme de vérification à l'issue de sa campagne menée en février 2025. Le rapport ne fait état d'aucune non-conformité.</p> <p>En outre, le compte-rendu Q18 afférent précise que la vérification a consisté en « <i>une vérification complète des installations électriques de l'établissement</i> », et conclut que « <i>l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion</i> ».</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite  |

### N° 3 : Moyens de défense contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004   |
| <b>Thèmes :</b> risques accidentels, contrôle périodique  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le plan des installations avec indication :<ul style="list-style-type: none"><li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;</li><li>- les mesures de protection définies à l'article 10 ;</li><li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li><li>- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</li></ul></li><li>• les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;</li><li>• et le cas échéant :<ul style="list-style-type: none"><li>- la procédure d'inertage ;</li><li>- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.</li></ul></li></ul> |
| <b>Constats :</b> <p>Lors du contrôle inopiné du 10 octobre 2025, l'inspection des installations classées a consulté le rapport d'intervention de la société chargée du contrôle des extincteurs du silo E2, daté de novembre 2024. Le rapport recense 5 extincteurs sortis du parc. L'exploitant a précisé qu'un bon de commande avait aussitôt été émis, afin d'assurer le remplacement desdits extincteurs.</p> <p>Interrogé, l'exploitant a également affirmé que le personnel de l'établissement était dûment formé à la manipulation des extincteurs, le suivi des recyclages étant assuré par le service des ressources humaines ; par courrier électronique du 13 octobre 2025, l'exploitant a transmis le suivi des formations des équipiers de première intervention avec les dates de formation des intéressés.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées a consulté le rapport de vérification des colonnes sèches du silo E2, ne faisant état d'aucune défaillance. Sur ce point, l'exploitant a rappelé que les sapeurs-pompiers du SDIS 76 n'avaient pas utilisé les colonnes sèches lors de l'incendie survenu le 5 novembre 2020 au niveau du local compresseurs du silo E2, et qu'ils avaient établi des flexibles incendie pour alimenter leurs lances.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite  |